



Confédération Nationale du Travail

Union Départementale des Syndicats CNT de l'Isère
BP 385 - 38015 Grenoble Cedex - interco.38@cnt-f.org

Permanences : le premier lundi de chaque mois à 18h00 au 102 (102 rue d'Alembert, Grenoble)

CHOMAGE, POLLUTION, MISÈRE, RÉPRESSION, EXPLOITATION... LE CAPITALISME, C'EST LA CRISE !

Hold-up financier et crise sociale

Un vent de panique nous est venu des États-Unis ; les spécialistes gémissent le lamento des subprimes à longueur de médias. La crise frappe l'Hexagone alors que, début octobre encore, tout allait « pour le mieux » selon la ministre Lagarde.

Le modèle américain : l'illusion tombe de haut !

Les États-Unis, ce modèle à suivre selon notre petit Nicolas, cultivent les plus grandes inégalités sociales. Merveilleux pays où plus de 2,5 millions de citoyens ont été mis à la rue depuis début 2007, où des centaines de gens tous les jours sont expulsés de leur logement qui resteront aux banques puisque les acheteurs éventuels ont difficilement accès aux prêts ! Pendant ce temps-là, les retraités perdent leurs économies, et la santé des malades est indexée sur la santé des marchés.

Un « plan Paulson » fait offrande de 700 milliards d'argent public (en plus des 300 milliards déjà injectés) pour aider Wall-Street à continuer de faire licencier, d'expulser et d'accroître ses bénéficiaires. Les groupes multimilliardaires peuvent dormir tranquilles : la crise les épargnera !

Quand la misère se répand, les revenus des dirigeants, les « parachutes » en or massif, les profits des banques d'affaires, les magouilles entre initiés, entre avocats d'affaire (comme le sont Sarkozy, Lagarde et Copé) étouffent le « petit peuple ».

La France et l'Europe à la traîne de leur modèle

En Europe aussi, les banques amortissent leurs pertes sur le

matelas financier de l'État (enveloppe globale de 1.700 milliards). En France, l'État (c'est à dire nous) rachète les banqueroutes et distribue des milliards : 15 milliards aux riches (loi TEPA), 360 milliards aux banques, 26 milliards aux entreprises, 10.700 euros aux actionnaires de la bourse... Les deux mains de l'État et du Capital se servent dans nos poches, et brisent nos vies pour assurer leur survie !

Ras-le-bol de la spoliation des exploités !

L'arbre ne doit pas cacher la forêt : ce sont toujours les mêmes qui payent. Et les possédants du Capital continuent leur extorsion multiforme et régulière : aujourd'hui sous couvert des subprimes, ils prolongent et camouflent le détournement de fonds publics vers des intérêts particuliers : subventions diverses, allègements sociaux, évasion fiscale, exonérations fiscales, boucliers fiscaux, paradis fiscaux...

Non, le capitalisme n'est pas devenu "fou" !

Le capitalisme n'a pas de morale. Il vend tout, il achète tout, de l'armement aux médicaments, et ponctionne ses profits sur le travail des salariés.

Quand Sarkozy parle de « moralisation du capitalisme financier », c'est son mensonge qu'il faut retenir. Et son hypocrisie, à lui qui pilote la commission Coulon sur la dépénalisation du droit des affaires, qui siphonne 22 milliards aux PEP (Plan d'Épargne Populaire) en cadeau aux Entreprises, qui pompe les Livrets A pour abreuver les banques d'affaires ! Lui dont la politique est celle des privilégiés et des grandes fortunes, dans le

mépris et le traitement sécuritaire des classes sociales en difficultés que son idéologie pressure jusqu'à l'usure.

Car la crise financière permet aujourd'hui au Capital d'accélérer les régressions sociales, la dégradation des droits à la santé, au logement et à la retraite, le sabotage des services publics par les privatisations et les suppressions massives de fonctionnaires, la baisse du pouvoir d'achat par le gel des salaires et l'inflation, la récession économique, la hausse du chômage et la généralisation de la précarité, etc.

Vers un autre futur !

Face à l'impasse où nous mène le capitalisme, il est temps de changer de société, d'associer égalité sociale, solidarité collective et liberté individuelle. C'est ce que nous appelons communisme libertaire.

Et, pour y parvenir, c'est sur son propre terrain qu'il faut se battre, là où se fait la production des richesses : l'entreprise. Mais cette lutte doit être une école pratique de cette autre société que nous voulons construire : autogestionnaire, émancipatrice, sans hiérarchie ni spécialistes du commandement.

Il faut alors un syndicalisme qui défende les salariés mais qui s'engage aussi sur une redistribution des richesses à tous les niveaux de la société (logement, éducation, santé, retraites, etc.). Un syndicalisme conscient que toutes les victimes du capitalisme de tous pays et de toutes origines mènent la même lutte. Un syndicalisme sans frontière. Un syndicalisme qui ose affirmer qu'il n'y a aucune fatalité et que l'Histoire est faite de révolutions quand le monde perd la tête.

Tous et toutes en grève le 29 janvier !

Les raisons d'une grève

La crise du capitalisme touche durement une grande partie des salariés dans leurs emplois et leurs revenus. Alors qu'ils n'en portent pas la responsabilité, les salariés, les demandeurs d'emploi et les retraités en sont les premières victimes. De plus, cette crise menace l'avenir des jeunes ; elle met en péril le système de solidarité et de protection sociales ; elle accroît les inégalités et la précarité.

Les raisons de reconduire le mouvement les jours suivants

Gouvernement et patronat ne lâcheront rien sans un mouvement fort, interprofessionnel et prolongé. C'est ainsi que les grandes conquêtes sociales (congés payés, Smic, retraites, etc.) ont toujours été obtenues. En reconduisant la grève dès le 30 janvier et en bloquant ainsi l'économie, les travailleurs ont les moyens d'instaurer un rapport de force décisif. Mais attention, la grève générale

reconductible ne se décrète pas en appuyant sur un bouton ! Il s'agit d'organiser des assemblées générales sur nos lieux de travail (ou par secteur) et de mettre la grève du 29 janvier et sa possible reconduction à l'ordre du jour de ces AG. Et là, il y va de la responsabilité de chacune et chacun d'être de véritables « militants de la grève » ! D'autant plus que certaines organisations syndicales ne se lanceront dans la bagarre que si leurs dirigeants se sentent fermement poussés par la « base »...

Faire converger les luttes

La grève du 29 janvier peut aussi être l'occasion de dresser la liste des revendications propres à chaque entreprise ou branche d'activité et de fédérer ces revendications à celles des autres entreprises ou branches d'activité. Faire converger les luttes, c'est renforcer le mouvement et favoriser la mobilisation de tous et toutes (salariés du privé et du public, chômeurs, retraités, étudiants, lycéens...).



LA CNT C'EST QUOI ?

UN SYNDICAT ! parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. Parce qu'elle est directement issue des travailleurs et des travailleuses et qu'elle représente leurs intérêts.

DE COMBAT ! Parce que les intérêts des travailleurs et des travailleuses s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme. Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.

AUTOGESTIONNAIRE ! Parce que les décisions doivent être prises à la base, que les hiérarchies (salaires, fonctions, statuts) s'opposent à une société égalitaire et autogérée. Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelle permettent d'éviter le corporatisme.

ANTICAPITALISTE ! Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons les orienter pour le bien de toute la collectivité et non pour l'ambition démesurée de quelques uns. C'est pourquoi nous pensons que le syndicalisme doit être porteur d'un projet pour une société plus juste, plus égalitaire, plus libre... un projet révolutionnaire !

Demandez le COMBAT SYNDICALISTE !

Si vous désirez recevoir gratuitement le Combat Syndicaliste, journal de la CNT, pour 3 numéros, envoyez le coupon suivant :
(écrivez en majuscules SVP)

Nom, Prénom : _____ Email : _____

Profession : _____ Je désire recevoir des informations sur la CNT

Adresse : _____ Je désire rencontrer un-e adhérent-e de la CNT

Code postal, Ville : _____

CNT UD38 - BP 385 - 38015 Grenoble cedex 1 - email : interco.38@cnt-f.org